

PRF - Document de Projet



Bureau des Nations Unies de soutien pour la Consolidation de la paix (PBSO)
Fonds pour la consolidation (PBF)

<p>Project Title : Appui aux Consultations Nationales sur le processus et les mécanismes de Réconciliation Nationale en Guinée (CoNARGui)</p>	<p>Agences récipiendaires des Nations Unies: PNUD, HCDH, UNICEF</p>
<p>Project Contact: Metsi MAKHETHA, Directeur pays du PNUD, Adresse : Maison Commune, BP 222 Conakry, Guinée Telephone: +224 62355475 Email: "metsi.makhetha@undp.org Louis-Marie BOUAKA, Représentant du HCDH, Tel : +224 24 51 72 85/ + 224 63 38 16 28 Adresse : Matam, Coléah Corniche BP 780 E mail : lbouaka@ohchr.org Félix ACKEBO, Représentant ai UNICEF Adresse: UNICEF, Immeuble Saadi, Conakry, Tél : + 224 628 787812 E-mail : fackebo@unicef.org</p>	<p>Implementing Partner(s) – name & type (Government, CSO, etc.): Commission Provisoire de Réflexion pour la Réconciliation Nationale ; Ministère des Droits de l’Homme et des Libertés Publiques Ministère de l’Administration Territoriale Ministère de la Sécurité, la Protection Civile et de la Réforme des Services de Sécurité Ministère délégué à la Défense Nationale Ministère de l’Enseignement pré universitaire et de l’éducation civique ; Ministère de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique ; Ministère des Affaires Sociales, de l’Enfance et de la Promotion féminine Institut national de recherche et d’action pédagogique (INRAP) ; Harmattan Guinée</p>
<p>Numéro du Project <i>À remplir par le PNUD MPTF Lieu Office Project:</i></p>	<p>Project Location: Conakry et 33 préfectures du pays</p>
<p>Description du projet: Ce projet va appuyer la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale à conduire les consultations nationales sur le processus et les mécanismes de réconciliation nationale. A cet égard, le projet contribuera :</p>	<p>Total Project Cost: 2 706 185,00 USD Peace building Fund: 2, 005 785,00 USD Gouvernement Input: 400 000,00 USD Other: 300 400,00 USD Total: 2 706 185,00 USD</p>

**PEACEBUILDING FUND
ANNEX I
PROJECT SUMMARY PART ONE**

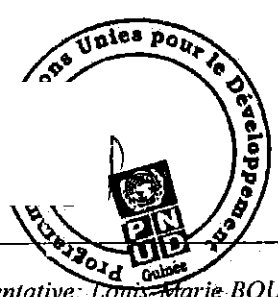
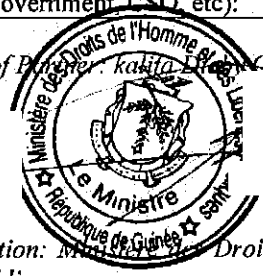
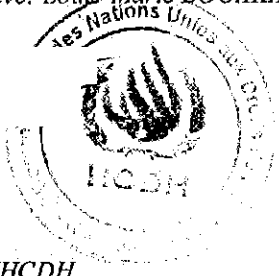
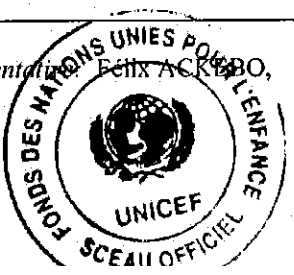
Recipient UN Organization:	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)			
Implementing Partner(s):	Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques Ministère de l'Administration Territoriale Ministère de la Sécurité, la Protection Civile et de la Réforme des Services de Sécurité Ministère délégué à la Défense Nationale Ministère de l'Enseignement pré universitaire et de l'éducation civique ; Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ; Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Promotion féminine Institut national de recherche et d'action pédagogique (INRAP) ; Harmattan guinée			
Project Number:	PBF/			
Title:	Appui aux Consultations Nationales sur le processus et les mécanismes de Réconciliation Nationale en Guinée (CoNARGui)			
Location:	République de Guinée			
Approved Project Budget:	2, 005 785,00 USD			
Duration:	8 mois			
SC Approval Date:	05/04/13	Start:	06/13	Completion: 01/14
Project Description:	<p>Ce projet va appuyer la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale à conduire les consultations nationales sur le processus et les mécanismes de réconciliation nationale. A cet égard, le projet contribuera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au processus d'écoute des populations guinéennes pour recueillir leurs avis sur la manière de conduire la réconciliation nationale et les mécanismes les mieux appropriés ; - A l'élaboration d'un rapport sur les consultations et d'un programme national indiquant la stratégie et les activités à mettre en œuvre pour une réconciliation nationale effective. <p>Il vise également à réaliser une étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée (Post coloniale) dans les écoles guinéennes et la manière dont elle est diffusée et partagée dans le secteur non formel, mais aussi à travers d'autres canaux : les journaux, la télévision, les romans, le folklore et l'histoire orale, et à faire des recommandations sur le rôle de l'enseignement de l'histoire dans la réconciliation nationale.</p> <p>Les consultations et l'étude diagnostique s'effectueront selon une approche holistique qui prendra en compte l'ensemble des acteurs de la société guinéenne avec un accent particulier sur le respect des disparités hommes et femmes.</p>			

PBF Priority Area:	Réconciliation nationale
PBF Outcome:	<p><u>Le projet des consultations nationales en appui au processus de réconciliation vise la réalisation de cinq produits majeurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructure de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale ; ✓ les différents cadres de consultation sont mis en place et un

	<p>environnement favorable aux consultations est créé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis et traités ✓ le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer ✓ une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle et de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée
--	---

<p>Key Project Activities:</p>	<p><u>Les différentes activités programmées dans le cadre du projet en lien avec les produits ci-dessus mentionnés se présentent de la manière suivante :</u></p> <p>Produit 1 : La Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructure de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de séminaires d'information et de formation des Coprésidents, des membres de la commission, et du secrétariat y compris sur la prise en compte du genre dans les mécanismes de justice transitionnelle; - Atelier de renforcement des capacités du personnel de la CPRN. <p>Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration et validation d'une méthodologie et d'un guide opérationnel des consultations nationales, sur la base des rencontres et séminaires en s'appuyant sur l'expérience d'autres Pays ; - Élaboration et validation d'une stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales - Création d'un cadre de rencontres d'information avec les médias ; - Création d'un cadre d'échanges avec les organisations de la société civile ; - Organisation d'un séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale ; - Organisation de rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de défense et de sécurité ainsi que d'autres acteurs ; - Organisation de 8 séminaires régionaux pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile ; <p>Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis, et traités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement et opérationnalisation de 8 équipes régionales et de 33 points focaux préfectoraux chargés de la conduite des consultations (sous la responsabilité de la Commission Provisoire de Réflexion) en veillant à l'équité genre dans sa composition et une sensibilisation des équipes aux questions de prise en compte du genre ; - Mise en œuvre d'une stratégie et d'un guide opérationnel des consultations nationales ; - Mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation, communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales ; - Organisation d'une cérémonie officielle de lancement des consultations nationales ; - Conduire les consultations nationales au niveau national et local : Organiser et animer des consultations préfectorales inclusives suivant les méthodes quantitatives et qualitatives (y compris à Conakry) ; - Fournir une assistance aux organisations féminines pour identifier les
---------------------------------------	---

PAGE DE COUVERTURE DE PROJET

Co-chairs of the Joint Steering Committee	
<p>Coordonnateur Résident des Nations Unies Mr. Anthony Ohemena-Roantah</p>	<p>Son Excellence Mr. le Premier Ministre Mr. Mohamed Said Fofana</p>
<p>Date & Seal 23 May 2013</p>	<p>Date & Seal 28/05/2013</p>
<p>Recipient UN Organization(s) PNUD UNHCDH UNICEF</p>	<p>National Implementing Partner(s) Sont ceux listés dans la partie : Implementing Partner(s) – name & type (Government, CSO, etc):</p>
<p>Replace with: Name of Representative: Metsi Makhetha, Directeur Pays</p>	<p>Replace with: Name of Head of Partner: <i>Kakita GASSAMA</i></p>
<p>Signature Name of Agency: PNUD Date & Seal</p> 	<p>Signature Name of Institution: Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques Date & Seal</p> 
<p>Replace with: Name of Representative: Louis-Marie BOUAKA, Représentant</p>	<p>Replace with: Name of Head of Partner: Elhadj Mamadou Saliou Camara, Co-Président</p>
<p>Signature Name of Agency: UNHCDH Date & Seal</p> 	<p>Signature Name of Institution: Comité Provisoire de Réflexion Réconciliation Nationale Date & Seal</p>
<p>Replace with: Name of Representative: Félix ACKO, Représentant ai</p>	<p>Replace with: Name of Head of Partner: Monseigneur Vincent Koulibaly, Co-Président</p>
<p>Signature Name of Agency: UNICEF Date & Seal</p> 	<p>Signature Name of Institution: Comité Provisoire de Réflexion Réconciliation Nationale Date & Seal</p>

- Au processus d'écoute des populations guinéennes pour recueillir leurs avis sur la manière de conduire la réconciliation nationale et les mécanismes les mieux appropriés ;
- A l'élaboration d'un rapport sur les consultations et d'un programme national indiquant la stratégie et les activités à mettre en œuvre pour une réconciliation nationale effective.

Il vise également à réaliser une étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée (Post coloniale) dans les écoles guinéennes et la manière dont elle est diffusée et partagée dans le secteur non formel, mais aussi à travers d'autres canaux : les journaux, la télévision, les romans, le folklore et l'histoire orale, et à faire des recommandations sur le rôle de l'enseignement de l'histoire dans la réconciliation nationale.

À la fois les consultations et l'étude diagnostique s'effectueront selon une approche participative qui prendra en compte l'ensemble des acteurs de la société guinéenne avec un accent particulier sur le respect des disparités hommes et femmes.

Projet Date de début et durée : Juin 2013 – Janvier 2014

Score Marker Sexe: 1

Domaines prioritaires du PBF et Résultats : Domaine prioritaire 2

Activités qui répondent au besoin de renforcement du processus de consolidation de la Paix à travers le Domaine prioritaire de la réconciliation nationale du Fonds de consolidation de la paix. Il consiste à soutenir des activités de construction des stratégies et programme de réconciliation nationale et de restitution de l'histoire de la période post coloniale du Pays

Outputs et activités clés :

Accompagner la réalisation d'un document consensuel de méthodologie prenant en compte les éléments structurants d'un processus de réconciliation nationale que sont les droits à la vérité, à la justice, à la réparation ainsi que des garanties de non-répétition. La réconciliation nationale étant un processus, la méthodologie envisagée prendra en compte les préoccupations de toutes les couches des populations guinéennes. Par ailleurs, le projet permettra de disposer d'un diagnostic et d'une méthodologie de restitution de l'histoire post coloniale du Pays. Enfin les produits majeurs suivants, avec les activités y afférentes seront réalisés.

Produit 1 : La Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructures de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur les mécanismes facilitant la réconciliation nationale

- Organisation de séminaires d'information et de formation des coprésidents, des membres de la commission, et du secrétariat y compris sur la prise en compte du genre et des groupes marginalisés dans les mécanismes de justice transitionnelle;
- Atelier de renforcement des capacités du personnel de la CPRN.

Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé

- Élaboration et validation d'une méthodologie et d'un guide opérationnel des consultations nationales, sur la base des rencontres et séminaires en s'appuyant sur l'expérience d'autres Pays;
- Élaboration et validation d'une stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales
- Création d'un cadre de rencontres d'information avec les médias ;
- Création d'un cadre d'échanges avec les organisations de la société civile;

- Organisation d'un séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale ;
- Organisation de rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de défense et de sécurité ainsi que d'autres acteurs ;
- Organisation de 8 séminaires régionaux pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile ;

Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis, et traités

- Recrutement, formation et opérationnalisation de 8 équipes régionales et de 33 points focaux préfectoraux chargés de la conduite des consultations (sous la responsabilité de la Commission Provisoire de Réflexion) en veillant à l'équité genre dans sa composition et une sensibilisation des équipes aux questions de prise en compte du genre ;
- Mise en œuvre d'une stratégie et d'un guide opérationnel des consultations nationales
- Mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation, communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales
- Organisation d'une cérémonie officielle de lancement des consultations nationales
- Conduire les consultations nationales au niveau national et local : Organiser et animer des consultations préfectorales inclusives suivant les méthodes quantitatives et qualitatives (y compris à Conakry) ;
- Fournir une assistance aux organisations féminines pour identifier les priorités communes et les besoins spécifiques des femmes devant être prise en compte dans les futurs mécanismes de justice transitionnelle et de réconciliation nationale dans le cadre de leur préparation aux consultations nationales ;
- Conduire les consultations nationales au niveau international via les approches qualitative et quantitative ;
- Organisation des rencontres de validation des conclusions et recommandations des consultations nationales avec les acteurs étatiques et les organisations de la société civile ;
- Rédaction et validation du rapport final.

Produit 4 : Le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer

- Organisation d'une cérémonie officielle de remise du rapport ;
- Organisation d'une conférence de presse (médias nationaux et internationaux) et émissions radios pour l'appropriation du rapport ;
- Organisation de rencontres de restitution avec divers acteurs (Institutions Républicaines, SNU, Corps diplomatique et OSC) ;
- Assurer une édition et une large diffusion du rapport des consultations y compris en version simplifiée ;
- Production du rapport dans les principales langues nationales.

Produit 5 : Une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle ainsi que de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée.

- Une évaluation de la façon dont : i) l'histoire post coloniale du pays est enseignée et générée dans l'éducation formelle, informelle et non formelle ; ii) les enfants et les adolescents conservent et reproduisent ces récits, iii) leur impact sur l'identité individuelle et de groupe ainsi que sur le comportement chez les enfants et les adolescents ;
- Une proposition de projet pour soutenir le dialogue national et le débat sur l'histoire à travers l'éducation non-formelle et formelle, favorisant l'émergence d'identités et de comportements pacifiques chez les enfants et les adolescents.

Table des matières :

COMPOSANTE 1:

- a) Analyse de la situation, analyse des écarts financiers et l'évaluation des besoins critiques de construction de la paix
- b) Projet / Portefeuille justification

COMPOSANTE 2 :

- a) Centre d'intérêt du projet et les groupes cibles
- b) La théorie du changement n : lier les activités aux résultats

COMPOSANTE 3 :

- a) Approche de mise en œuvre
- b) Budget
- c) la durabilité
- d) La gestion des risques
- e) Cadre de résultats et de suivi et d'évaluation

COMPOSANTE 4 :

- a) les agences d'exécution et leur capacité
- b) les modalités de gestion de projet et de la coordination
- c) Dispositions administratives

COMPOSANTE 5 : Annexes

Annexe A: Cartographie des donateurs en consolidation de la paix final par domaine prioritaire y compris les agences des Nations Unies) et l'écart de l'analyse stratégique

Annexe B: Cartographie de la table de l'ONU Capacité Agence

Annexe C: Organigramme des structures de gestion de projet

Annexe D: table cible pour les indicateurs de résultats et de sortie du cadre de résultats

ci relier

COMPOSANTES DU PROJET :

COMPOSANTE 1 :

a) Analyse de la situation :

L'analyse de l'histoire sociopolitique de la Guinée depuis son accession à l'indépendance, révèle que celle-ci a été souvent confrontée à des situations de violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Cet état de fait s'est aggravé ces dernières années avec une introduction des considérations ethniques et régionales, ainsi qu'une récurrence des violences basées sur le genre.

Cependant, force est de constater qu'il s'exprime de plus en plus en République de Guinée, l'impérieuse nécessité pour les populations de se réconcilier et d'inscrire le pays dans une dynamique de renforcement de l'État de droit, de la bonne gouvernance et du développement économique.

Cette vision partagée par tous les guinéens a été exprimée au plus haut niveau de l'État à travers la mise en place d'une Commission provisoire chargée de mener des réflexions sur les meilleurs mécanismes pour la réconciliation des fils et filles de la Guinée.

Cette démarche de prudence dans l'amorce du processus de justice transitionnelle en Guinée se justifie par le fait que la question de la réconciliation en Guinée, au regard de l'histoire du pays et de ses divisions internes profondes se révèle une tâche très ardue. La question suscite auprès de tous les acteurs, passions et inquiétudes. Par conséquent, le recueil de l'avis des populations guinéennes, la prise en compte et la traduction en actes, de leurs souhaits est une des pierres angulaires pour la réussite du processus de réconciliation nationale. C'est dans cette perspective que se situe le présent projet de consultations nationales, qui, in fine devront déboucher sur une adhésion et une réelle appropriation des mécanismes qui seront proposés.

Par ailleurs, l'histoire renseigne que la problématique d'une vision partagée autour de l'histoire nationale est un élément catalysant pour la réussite d'un processus de réconciliation nationale. En ce qui concerne la Guinée, l'histoire du pays est enseignée non seulement par le système d'éducation formelle, mais aussi à travers un large éventail d'autres canaux, y compris les journaux, la télévision, les romans, le folklore et l'histoire orale.

Or, il appert que l'interprétation des récits historiques joue un rôle clé dans la construction de l'identité des jeunes, y compris leur relation avec d'autres groupes sociaux. Ainsi, les notions d'identité collective changent constamment, et de nombreux dirigeants ont effectivement façonné l'identité nationale et de groupe en faisant la promotion de versions particulières de récits historiques. Dès lors, les récits qui soutiennent des notions exclusives de l'identité du groupe et de discriminations à l'égard des femmes pourraient constituer les ressorts psychologiques et sexistes des violences souvent enregistrées dans le pays. En revanche, les récits historiques, qui soutiennent les identités inclusives et de cohésion sociale, peuvent contribuer efficacement aux processus de réconciliation sociale et de consolidation de la paix.

Enfin, l'histoire enseignée dans les écoles, du primaire à l'université ne couvrant pas la période post indépendance, il est par conséquent pertinent de soutenir le dialogue national et le débat sur l'histoire à travers l'éducation et en favorisant l'émergence d'identités et de comportements pacifiques chez les enfants et les adolescents. et de soutenir un dialogue pacifique sur l'histoire à travers l'éducation formelle, non formelle et informelle.

b) Justification du Projet :

Ce projet voudrait répondre au défi majeur qui se pose actuellement sur la réconciliation nationale en Guinée à savoir la finalisation d'une vue globale sur la démarche de réconciliation nationale en Guinée pour permettre d'orienter la prise de décisions politiques adéquates. A cet effet, ce projet s'inscrit dans le cadre des principes des Nations Unies en matière de lutte contre l'impunité, vus comme éléments structurants de tout processus de réconciliation. Ces principes concernent le droit à la vérité, à la justice, à la réparation ainsi que les garanties de non répétition.

En outre, le Secrétaire Général, dans son plan d'action en 7 points pour la participation des femmes à la consolidation de la paix engage les acteurs à établir des critères minimum pour la prise en compte du genre dans les organes et mécanismes liés à la justice transitionnelle (S/2010/466 para 48) conformément aux résolutions 1325 et 1820 et le cadre international relatifs aux femmes et aux filles. Parmi ces critères on relève notamment la composition des organes en charge de la justice transitionnelle (nombre et profil des femmes), la nature des crimes à adresser (notamment les violences sexuelles) et la mise en place des mécanismes de protection des victimes et témoins.

A l'issue du projet, le CPRN proposera un document de stratégie de réconciliation nationale en Guinée qui permettra aux autorités politiques, notamment le chef de l'État de prendre la décision sur la méthodologie de la réconciliation en Guinée. Cette décision contribuera à attirer des fonds supplémentaires en vue d'accompagner la Guinée dans le processus de gestion de la mémoire collective, de restitution de la vérité historique et d'instauration de l'état de droit

COMPOSANTE 2:

a) Ciblage du projet et les groupes cibles :

Les réflexions sur la réconciliation nationale en Guinée ne sont pas récentes, elles font partie de la volonté maintes fois exprimée par toutes les couches sociopolitiques. A cet effet, les actions suivantes méritent d'être mentionnées :

- ✓ La tenue des concertations de proximité et des journées nationales de dialogue et d'initiatives en 2008 sous la direction du Conseil Economique et Social et du Ministère de la réconciliation nationale. Le rapport de ces journées a dressé le constat des populations quant à la nécessité de la mise en place d'un cadre de réconciliation nationale entre les guinéens d'une part, et entre les guinéens et leur administration d'autre part ;
- ✓ L'organisation de rencontres régionales de réflexion sur la démarche de la réconciliation nationale en Guinée. Ces ateliers se sont tenus en 2010 et ont permis la production d'un rapport intérimaire. Ces rencontres avaient fortement associé les représentants des victimes, de l'administration, des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), des leaders religieux, etc. Le document capitalise sur l'analyse que les différents acteurs ont posée quant à la réconciliation nationale : la définition, la période à prendre en compte dans le cadre d'un processus engagé en Guinée, les acteurs à prendre en compte et les actions attendues pour qu'il y ait réconciliation, ainsi que les risques qui pourraient freiner un tel processus en Guinée. Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'un projet validé par l'Etat guinéen, et qui prévoit l'organisation d'un atelier national de validation du rapport en vue de la formulation d'un programme d'actions concrètes devant concourir à la stratégie nationale de réconciliation.
- ✓ L'implication antérieure de hauts cadres de l'Etat (Primature, Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Conseil National de la Transition, Conseil Economique et Social) sur la manière dont les processus de traitement du passé ont été menés dans d'autres pays Africains tels que le Libéria, la Sierra-Leone, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Togo et le Maroc.
- ✓ L'organisation de rencontres des femmes leaders pour débattre et identifier le rôle des femmes dans la réconciliation nationale. L'atelier organisé en mars 2011 par le Ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance a abouti à une série de recommandations pour une contribution efficace des femmes à la dynamique de reconstruction nationale.

- ✓ L'élaboration par le Conseil National de Transition d'un plan d'action sur la réconciliation nationale.
- ✓ La mise en place du Commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale.
- ✓ La création d'un Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques ainsi que l'érection du Ministère de la Justice en Ministère d'Etat.

En créant donc la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation, le Président de la République, comme rappelé dans la politique gouvernementale, en fait une priorité nationale.

Cependant, la pratique en matière de justice transitionnelle en lien avec les principes des droits de l'homme admet que la réussite d'un processus de réconciliation nationale est tributaire de l'engagement et de l'adhésion que les populations bénéficiaires en font. A cet effet, la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies dans sa Résolution 2005/81 a fortement encouragé les États « à faire participer, selon qu'il convient, toutes les parties concernées, notamment la société civile, les victimes, les défenseurs des droits de l'homme et les personnes appartenant à des minorités et des groupes vulnérables, à toutes les actions visant à lutter contre l'impunité, y compris aux procédures judiciaires et à la mise en place de commissions de la vérité et de la réconciliation et d'autres commissions d'enquêtes, au choix des membres de ces commissions et à l'élaboration des textes législatifs pertinents, en veillant à assurer une participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité ». La prise en compte du genre dans le processus, mécanismes et organes de justice transitionnelle conformément aux Résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité est également indispensable pour mettre fin à l'impunité et poursuivre en justice les acteurs des actes de violences commis par les différents régimes depuis 1958, y compris les actes de violences sexuelles commises entre 2007-2009.

C'est dans cette perspective qu'il faut également situer la Résolution 18/7 adoptée par le Conseil des Droits de l'Homme le 29 septembre 2011 lors de sa 35ème séance. Selon cette résolution : en élaborant et en appliquant des stratégies, des politiques et des mesures pour remédier aux violations flagrantes des droits de l'homme et aux violations du droit international humanitaire, il convient de tenir compte de la prise en main du processus et son ouverture à tous au niveau national et local en vue de promouvoir la réconciliation.

Par ailleurs, la Constitution de la Guinée et l'ensemble des instruments internationaux ratifiés par le pays insistent sur le principe de la participation des populations à la gestion de toutes les affaires de la Cité.

En outre, depuis son installation, la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation a mené nombre d'actions notamment des sessions de prière, l'organisation de rencontres régionales et l'élaboration d'une feuille de route qui fixe sa vision sur la mission qui lui a été confiée. Cette vision est fondamentalement orientée vers l'écoute des populations dans la définition des mécanismes à mettre en place.

Enfin, le Gouvernement de la Guinée dans l'accord portant installation du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Guinée a, conformément au leadership de l'institution sur les questions de justice transitionnelle au sein des Nations Unies, demandé à celle-ci de l'accompagner dans le processus de justice transitionnelle et de réconciliation nationale.

Au bénéfice de ces considérations, les consultations nationales constitueront une excellente opportunité pour recueillir les opinions, vues, préoccupations et avis de toutes les couches de la société guinéenne. Enfin, elles font partie intégrante des engagements mutuels entre la Guinée et la Communauté internationale.

2. Les engagements mutuels entre la Guinée et la Communauté internationale sur la réconciliation nationale

Il convient de rappeler que depuis janvier 2011 la Guinée est admise à l'Agenda de la Commission de Consolidation de la paix, et une déclaration d'engagements mutuels entre le pays et la Commission a été adoptée lors de la participation du Président de la République à l'Assemblée Générale des Nations Unies en Septembre 2011. Dans ce cadre, trois axes prioritaires ont été validés par les deux parties : la Réconciliation Nationale, la Réforme du Secteur de la Sécurité, l'emploi des Jeunes et des Femmes. La Lettre

d'Engagements Mutuels entre la Guinée et la Commission de Consolidation de la Paix reprend pour chacun des trois domaines les actions majeures à mener.

Les engagements pris par l'Etat guinéen pour la réconciliation nationale sont les suivants :

Organiser et conduire des consultations pour recueillir l'avis des Guinéens (à l'intérieur du pays et à l'étranger) sur les mécanismes de réconciliation nationale et les sujets clefs qu'un processus de réconciliation nationale devrait aborder, et, sur base de ces consultations, articuler un programme de réconciliation nationale;

Quant à la Communauté internationale, ses engagements sont les suivants :

- Travailler avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et fournir un soutien politique et financier aux consultations sur le processus et les mécanismes de réconciliation nationale et aider les guinéens à développer un programme de réconciliation nationale;

- Faciliter la mobilisation des ressources, de l'expérience et l'expertise pertinentes requises par le processus de réconciliation nationale;

-Aider le Gouvernement à établir une commission «Vérité, justice et réconciliation». Des activités spécifiques incluront le rassemblement d'experts d'institutions telles que le Centre international pour la justice transitionnelle et l'Institut pour la justice et réconciliation basée en Afrique du Sud, pour aider à élaborer les termes de référence pour la Commission « Vérité, justice et réconciliation », l'organisation d'ateliers pour les commissaires et le personnel de la Commission, et la mobilisation des ressources pour contribuer au financement du processus Vérité, justice et réconciliation;

C'est dans cette veine que les coprésidents de la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale ont élaboré une feuille de route de leur travail, ainsi qu'un projet de secrétariat permanent devant les appuyer dans l'exécution de leur mandat, notamment lors des consultations nationales.

S'agissant des Nations Unies, elles ont mis à travers le PBF depuis mars 2012 un expert international à la disposition de la CPRN et organisé des sessions de renforcement des capacités de la Commission Provisoire, des Organisations de la Société Civile ainsi que bien des acteurs nationaux sur les enjeux et défis liés à un processus de justice transitionnelle. Dans cette veine, des expériences concrètes d'autres pays ont été partagés avec les participants. Le 8 juin 2012, en examinant la mise en œuvre de ces engagements, la Commission de Consolidation de la paix lors de sa sixième session, a recommandé au Gouvernement de renforcer la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale et d'accélérer le processus de réconciliation nationale en vue de la mise en place d'un mécanisme de réconciliation nationale en s'inspirant des expériences récentes d'autres pays.

b) La théorie du changement :

Si les résultats immédiats des projets PBF permettent de gérer efficacement la « mémoire du passé », le partenariat inclusif (leaders politiques, religieux, institutions démocratiques, et des organisations de la société civile) et la mise en place d'une méthodologie concertée de réconciliation nationale

Alors, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits contribueront certainement à la cohésion sociale, à la décrispation des tensions et des rancœurs tant au niveau national que communautaire..

La réalisation des Consultations nationales sera donc une aubaine pour restaurer la confiance entre les populations et les autorités publiques et permettra d'amorcer le dialogue entre les différentes couches de la population, notamment entre les FDS et les populations. L'aboutissement du processus étant la prise de décision par le Chef de l'État sur la démarche de réconciliation adoptée par la Guinée, il marquera la véritable amorce du processus.

COMPOSANTE 3: (le «comment» ou une stratégie de mise en œuvre) (maximum une page et demie)

a) Approche de mise en œuvre

Ce projet est une contribution à l'amélioration du dialogue et à la coexistence pacifique entre les guinéens. Il va appuyer la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale à conduire les consultations nationales sur le processus et les mécanismes de réconciliation nationale. A cet égard, le projet contribuera :

- Au processus d'écoute des populations guinéennes pour recueillir leurs avis sur la manière de conduire la réconciliation nationale et les mécanismes les mieux appropriés ;
- A l'élaboration d'un rapport sur les consultations et d'un programme national indiquant la stratégie et les activités à mettre en œuvre pour une réconciliation nationale effective.

Il vise également à réaliser une étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée (Post coloniale) dans les écoles guinéennes et la manière dont elle est diffusée et partagée dans le secteur non formel, mais aussi à travers d'autres canaux : les journaux, la télévision, les romans, le folklore et l'histoire orale, et à faire des recommandations sur l'enseignement de l'histoire pour la réconciliation nationale.

De manière spécifique il permettra : d'assurer une réelle implication des populations, y compris les forces de défense et de sécurité dans l'élaboration et la mise en œuvre du processus de réconciliation nationale à travers des mécanismes de réconciliation durable qui intègrent la dimension genre, adaptés au contexte guinéen, compris et acceptés par les populations et qui répondent à leurs préoccupations et attentes et d'identifier les ressources humaines, matérielles ainsi que financières nécessaires aux mécanismes proposés.

Dans cette perspective la mise en œuvre du projet des consultations nationales bénéficiera sous l'accompagnement technique du HCDH d'une mobilisation des ressources pertinentes d'institutions telles que, l'OIF, OSIWA, le Centre international pour la justice transitionnelle, l'Institut pour la justice et réconciliation basée en Afrique du Sud, Interpeace, Folke Bernadotte ainsi que de personnes ressources ayant des expériences avérées et confirmées en matière de justice transitionnelle en général et de consultations nationales en particulier.

En ce qui concerne, les concepts liés à l'histoire, l'identité nationale et la question de la stabilité sociale, ils sont étroitement liés. Selon des sources diverses, le programme d'histoire en cours dans les écoles en Guinée ne prend pas en compte la période post 1958. En outre, la perception des guinéens de l'histoire du pays est très controversée. Or, elle pourrait significativement contribuer aux efforts de réconciliation nationale à travers la promotion d'un dialogue ouvert et vivant sur l'histoire.

Des recherches sont donc nécessaires pour évaluer la portée et la pertinence d'une telle initiative dans la perspective de la reconstitution de la mémoire collective partagée contribuant à la réussite du processus de réconciliation nationale dans sa phase active.

Le présent projet se présente donc en définitive comme une contribution de la Communauté Internationale aux efforts du Gouvernement pour une réconciliation nationale entre les guinéens. Il constitue également un apport important à la restitution concertée de l'histoire récente du Pays en vue d'une Réconciliation Nationale pouvant se fonder sur la restitution de la vérité historique. Pour ce faire le projet sera mis en œuvre dans une démarche conjointe avec l'accompagnement technique du HCDH comme agence leader, du PNUD comme Agence d'accompagnement opérationnel en lien étroit avec les coprésidents de la Commission provisoire de réflexion pour la réconciliation nationale en fonction des besoins et du plan de travail. S'agissant de l'UNICEF, elle travaillera en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer la

conduite technique et opérationnelle du volet qui concerne l'étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée.

Sur le plan organisationnel, l'architecture de mise en œuvre des consultations se présentera de la manière suivante :

-Au plan central, les coprésidents assureront le management stratégique des consultations et seront au cœur du processus tout au long de son déroulement. Ils seront appuyés par le Secrétariat qui servira d'organe de coordination des consultations sur le terrain et ce, sous la direction des coprésidents.

-Une équipe régionale par région administrative composée de trois personnes dont un chef d'antenne aura la responsabilité de mener les consultations au niveau de leur juridiction. Par préfecture, il sera recruté 1 point focal qui facilitera les activités des équipes régionales.

-Chaque équipe régionale disposera d'1 véhicule et chaque point focal d'un appui technique et financier à la facilitation de sa mission préfectorale

-Au plan international, sur la base des critères qu'ils auront définis, les guinéens de la diaspora seront consultés à travers l'administration de questionnaires via un site internet.

-Un centre de compilation des données recueillies du site ainsi que des résultats des consultations quantitatives sera installé à Conakry pour accompagner le traitement des informations reçues.

Une attention particulière sera accordée à ce qu'il y ait une représentation équitable des femmes et des hommes au niveau des points focaux, des équipes régionales ainsi que des personnes et groupes consultés. De même, les outils pour la conduite des consultations seront conçus pour tenir compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et des données désagrégées par sexe seront collectées et exploitées dans le rapport final.

En vue d'une appropriation nationale effective du projet, une vaste campagne de communication et de mobilisation sociale sera menée en amont et en aval conformément à une stratégie de sensibilisation médias et hors médias.

Compte tenu de la sensibilité de la question, il est attendu que les différents membres de l'équipe répondent à des critères de crédibilité qui seront définis dans une fiche par la CPRN. A cet effet, les recrutements des membres obéiront à des critères de compétitivité. Une enquête de moralité précédera la signature définitive du contrat engageant le personnel concerné.

Quant au HCDH, ONUFEMMES et au PNUD, ils apporteront conformément à leur mandat leur appui technique à toutes les phases lors de la mise en œuvre de ce projet qui est complémentaire à d'autres activités prévues dans le cadre du second Plan Prioritaire. Le second Plan Prioritaire, faut-il le souligner porte sur l'axe Réconciliation Nationale qui prévoit des activités de dialogue inclusif et durable à travers les partis politiques, les femmes et les jeunes ainsi que des activités de prévention des conflits à travers des actions d'alertes précoces au niveau communautaire

b) Budget :
b1) Budget détaillé
Composante 4: Budget

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (\$US)	Observations
Produit 1: La Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructure de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale			
Opérationnalisation du siège de la CPRN			
Acquisition d'un immeuble devant servir de siège	Bureau CPRN	PM	
Acquisition de mobiliers	Mobiliers	70,000	
Acquisition de 4 véhicules 4 X 4 (25,000 X 4)	Véhicules	100,000	
Assurance, carburant et entretien des véhicules	Consommables	14,160	
Siège			
Acquisition du matériel et consommables informatiques	Fournitures informatiques	40,000	
Recrutement du personnel du secrétariat technique			
1.CTP international	Staff international	180,000	
1 Expert national avec un profil relatif aux questions de dialogue et de réconciliation	Staff national	20,000	
2 Consultants nationaux conseillers des Co-présidents (Payés à 50 %)		20,000	
1 Equipe de communication et de mobilisation sociale (1 expert international et 1 national)		170,000	
1 Chargé de programme		20,000	
2 Assistantes administratives		16,000	
Appui au renforcement de capacités de la CPRN			
Sessions de renforcement des capacités des coprésidents	Consultants	10,000	
Atelier de renforcement des capacités du personnel de la CPRN	Consultants Billets d'avion	50,000	
Sessions du Comité de suivi		7,500	
Sous total 1		717,660	
Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé			
Organisation de rencontres d'information avec	Consultants	10,000	

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (\$US)	Observations
les médias			
Organisation d'un cadre d'échanges avec les organisations de la société civile		10,000	
Organisation d'un séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale		30,000	
Organisation de rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de défense et de sécurité		15,000	
Organisation de 8 séminaires régionaux de 3 jours par région pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile		50,000	
Sous total 2		115,000	
Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis, et traités			
Acquisition de 8 antennes régionales		PM	
Equiperment de 8 antennes régionales		60,000	
Fonctionnement de huit (8) antennes régionales (8 groupes électrogènes de 5Kva)		21,000	
Recrutement du personnel des 8 antennes régionales (1 Coordonnateur de projet et 2 assistants soit 1 administratif et 1 substantif) (1100 + 500)X8X6 mois		76,800	
Achat de 8 véhicules Pick Up pour les antennes régionales		200,000	
Assurance, carburant et entretien véhicule		23,840	
Recrutement de 12 Chauffeurs soit 1 pour chaque antenne régionale et 4 pour le Siège (Conakry) (Chauffeurs à 200 chacun. (200 X 4 X 8 et 8 X 200 X 6)		16,000	
Identification et mise en place de 33 points focaux préfectoraux pour une période de trois (3) mois		10,000	
Formation du personnel des antennes régionales et des points focaux (3,000 X8)	Consultants Kit de formation	25,000	
Elaboration et validation d'une stratégie et d'un guide opérationnel des consultations nationales	Consultant	PM	

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (\$US)	Observations
Elaboration et validation d'une stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales	Consultant	PM	
Organisation d'une cérémonie officielle de lancement des consultations nationales		20,000	
Mise en œuvre de la stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale		250,000	
Organisation des consultations au niveau national, local et via internet (ateliers thématiques, rencontres communautaires, entretiens individuels, entretiens avec des focus groupes, reproduction, administration, recueil et traitement des questionnaires)		350,000	
Organisation de 8 ateliers régionaux de validation des conclusions et recommandations des consultations nationales par région		40,000	
Sous total 3		1, 092,240	
Produit 4 : Le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer			
Elaboration du rapport final		PM	
Atelier national de validation du rapport national		10,000	
Organisation d'une cérémonie officielle de remise du rapport de réflexion sur la réconciliation nationale au Chef de l'Etat		10,000	
Edition et large diffusion du rapport des consultations auprès des acteurs nationaux et internationaux	Staff national	50,000	
Sous total 4		70,000	
Produit 5 : Une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle et de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée en lien avec la Commission provisoire de réflexion dans le cadre des consultations et adoptée			
5.1 Préparation des TDRs et appel d'offre pour recrutement du cabinet de consultants .	Comité de suivi	3 000	
5.2 Recrutement du cabinet	Consultants	2 000	
5.3 Conception d'une méthodologie pour l'évaluation, y compris la conception et de pré-	Consultants	75 000	

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (SUS)	Observations
test des outils et réalisation de l'étude.			
5.4 Elaboration de la proposition de projet incluant les objectifs détaillés, les résultats, les activités et une stratégie pour la mise en œuvre,	Consultants	10 000	
5.5 Organisation d'un atelier de validation et diffusion du rapport	Comité de suivi et consultants	15 000	
Sous Total 5		110 000	
Autres coûts divers (Assistance technique, suivi et évaluation, rapportage, etc)		50,000	
Sous total 6 (sous total 1+2+3+4+5+coût divers)		2, 155,300	
Frais de gestion 7%		150.871	
Sous total 6 (sous total 5 + frais de gestion)		2, 306,171	
Contribution du Gouvernement		400,000	
Total général		2, 706,171	

b2) Budget synthèse par agence

Catégorie	INDIC	PROJ	UNICEF	TOTAL/REGISTRATION
1. Staff et autres personnels	393 800,00	125 000,00	13 500,00	532 300,00
2. Fournitures, matériels, commodités	319 600,00	0,00	0,00	319 600,00
3. Équipements, véhicules et mobilier (y compris les amortissements)	452 500,00	35 000,00	0,00	487 500,00
4. Services contractuels	310 000,00	0,00	85 000,00	395 000,00
5. Voyage	0,00	0,00	0,00	0,00
6. Les transferts et les subventions aux contreparties	89 400,00	0,00	0,00	89 400,00
7. Opérations Générales et autres coûts directs	31 700,00	7 500,00	11 500,00	50 700,00
Sous-Total Project Costs	1 597 000,00	167 500,00	110 000,00	1 874 500,00
8. Indirect Support Costs 7%	111 790,00	11 725,00	7 770,00	1131 285,00
Total PBF	1 708 790,00	179 225,00	117 770,00	2 005 785,00
9. Participation du gouvernement				400 000,00
Autres participations				300 400,00
TOTAL				2 706 185,00

NB : Cette enveloppe budgétaire est répartie entre les deux phases du Plan Prioritaire. La première partie qui a été approuvée dans le cadre de la première phase du second plan prioritaire lors du Comité du Pilotage du 30 Mai 2012 qui est de 716.970 USD (Sept Cent Seize Mille Neuf Cent soixante Dix dollars). Cette enveloppe servira à l'acquisition de la logistique nécessaire au démarrage du projet. La seconde partie du budget qui est de 1.589.201 USD (Un Million Cinq Cent Quatre Vingt Neuf Mille Deux Cent UN Dollars) est mobilisée dans le cadre de la deuxième phase du PPCP2 selon les modalités des projets à impacts rapides pour un démarrage accéléré.

(La contribution de l'État sera affectée à la prise en charge du secrétariat permanent de la CPRN et la location des bureaux pour la période du projet).

c) la durabilité

Les agences d'exécution mettront en place une stratégie de mise en œuvre basée sur les acteurs nationaux étatiques et non étatiques. La réalisation du projet sera fondée sur la démarche participative et inclusive qui intégrera toutes les parties prenantes. Aussi, les meilleures pratiques en la matière de réconciliation seront-elles mobilisées ainsi que de personnes ressources ayant des expériences avérées et confirmées en matière de justice transitionnelle en général et de consultations nationales en particulier. Également, les pratiques endogènes et les expériences en la matière seront mises à profit.

Les ONG et autres structures d'exécution veilleront à l'émergence de compétences et de dynamiques internes au sein des équipes techniques, du gouvernement, des structures déconcentrées et des collectivités locales pour assurer la pérennité des acquis du projet. Aussi, les partenaires des OSC notamment les ONGs nationales évoluant dans les domaines de la promotion des droits de l'homme seront outillées à travers des dynamiques organisationnelles de partage d'expérience et de compétences.

Par ailleurs, les agences d'exécution en lien avec les ONG nationales et internationales veilleront à asseoir les bases d'un véritable leadership national dans le processus des consultations nationales et de renforcement de l'unité nationale. À cet effet, les ONG travailleront en étroite collaboration avec les institutions et départements ministériels impliqués en vue de favoriser l'appropriation nationale et l'ancrage des compétences, des comportements et des stratégies de consolidation de la Paix.

Le projet sera entièrement financé par le PBF avec une prise en charge des charges afférentes au fonctionnement du siège de la CPRN et la mise à disposition des ressources humaines par le Gouvernement Guinéen.

d) La gestion des risques

Risque	Probabilité du risque (élevé, moyen, faible)	La gravité de l'impact sur le projet (élevée, moyenne, faible)	Stratégies atténuation
1-Le détournement d'objectifs par des confusions opérées entre la tâche de la Commission provisoire de réflexion et une commission vérité et réconciliation.	moyen	élevée	Plaidoyer pour mitiger ce risque important, un travail de pédagogie doit être mené par toutes les parties prenantes
Confusion du fait des considérations linguistiques	moyen	élevée	la rigueur de la conformité des concepts aux réalités locales dans un langage simple et compréhensible
4-Conflicts postélectoraux	élevé	élevée	Dialogue inclusif
5. L'intimidation des populations	moyen	moyenne	Plaidoyer, sensibilisation
L'intimidation et la corruption des acteurs du projet.	faible	élevée	Plaidoyer et sensibilisation
la multiplicité des interprétations de l'histoire récente et ancienne de la Guinée pourrait s'inviter dans la collecte des informations	faible	moyenne	La rigueur de la méthodologie qui sera utilisée
9- Exacerbation des clivages par les média et « guerre » par média interposés	faible	élevée	Respect du code des médias

e) Cadre de résultats et de suivi et d'évaluation :
Cadre de résultats pour les projets du plan PRF priorité :

Déclaration de politique générale / feuille de route nationale pour la consolidation de la paix : La Guinée s'oriente vers un pays démocratique, réconcilié, respectueux des principes de l'état de droit où tous les citoyens, notamment les femmes et les jeunes, participent à la vie économique et sociale dans un environnement de justice et de cohésion sociale et disposant des forces de défense et de sécurité républicaines, soumises à l'autorité civile légalement établie

But de soutien PBF (type de changement attendu): Accompagner la réalisation d'un document participatif qui propose une méthodologie pour un processus de réconciliation nationale qui garantit les droits à la vérité, à la justice, à la réparation et à la non-répétition

Résultat du Plan Prioritaire : L'environnement sociopolitique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national

Théorie du changement du projet: Si les résultats immédiats des projets PBF permettent de gérer efficacement la « mémoire du passé » à travers le partenariat inclusif (leaders politiques, religieux, institutions démocratiques, et des organisations de la société civile) et la formulation d'une méthodologie concertée de réconciliation nationale
Alors, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits contribueront certainement à la cohésion sociale, à la décrispation des tensions et des rancoeurs tant au niveau national que communautaire.

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
Faire avancer la réconciliation nationale entre le peuple et l'Etat/les Forces armées d'une part, et entre les Guinéens eux-mêmes d'autre part	Les attitudes envers la réconciliation mesurées au moyen de sondages d'opinion au début et à la fin du projet et de suivi des médias.	A déterminer, au début du projet	Produit 1 : La CPRN est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructures de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur les mécanismes facilitant la réconciliation nationale.	- Le siège de la CPRN est opérationnel - Nombre de personnes recrutées et opérationnelles - Nombre de séminaires organisés et de participants	A déterminer, au début du projet	Agence d'exécution : - PNUD - HCDH Institutions de mise en œuvre : - CPRN Partenaires : - Gouvernement - Folke Bernadotte - Interpeace - OSIWA - FIDH	217 660 USD	Le détournement d'objectifs : il est à craindre que des confusions soient opérées entre la tâche de la Commission provisoire de réflexion et une commission vérité et réconciliation. Pour mitiger ce risque important,

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
Idem	Idem	Idem	<p>Activités:</p> <p>1.1) Séminaires de formation des coprésidents, des membres de la commission, et du secrétariat;</p> <p>1.2) Renforcement des capacités du personnel de la CPRN</p>	<p>- Un système de collecte de données et systématization de l'information est conçu et opérationnalisé</p>		<p>- ICF - OIF Autres partenaires : - UE - France</p>	115 000 USD	<p>un travail de pédagogie doit être mené par toutes les parties prenantes.</p>
Idem	Idem	Idem	<p>Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé au niveau central (Conakry)</p> <p>Activités :</p> <p>2.1) Opérationnalisation de cadres de consultation et information avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les médias; - les OSC. <p>2.2) Séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale</p> <p>2.3) Rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de</p>	<p>- Nombre de réunions organisées par cadre de consultation et information</p> <p>- Nombre d'institutions clés qui ont été consultées</p> <p>- Idées présentées lors des consultations et séminaires systématiquement collectées</p> <p>- Nombre de participants aux séminaires régionaux</p>	A déterminer, au début du projet	Idem	115 000 USD	<p>1. Confusion du fait des considérations linguistiques : la conformité des concepts aux réalités locales dans un langage simple et compréhensible serait envisagée comme un défi important compte tenu du taux d'alphabétisation dans le pays</p> <p>2. Le manque de volonté Politique</p>

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
Idem	Idem	Idem	<p>défense et de sécurité</p> <p>2.4) 8 séminaires régionaux de 3 jours par région pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile</p> <p>Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis et traités au niveau régional</p> <p>Activités :</p> <p>3.1) Recrutement de 8 équipes régionales et de 33 points focaux préfectoraux</p> <p>3.2) Elaboration et validation d'une stratégie et d'un guide opérationnel</p> <p>3.3) Elaboration et validation d'une stratégie de communication et de mobilisation sociale</p> <p>3.4) Organisation d'une cérémonie officielle</p> <p>3.5) Production et validation d'un rapport des consultations y inclus la structure en charge de la réconciliation nationale</p> <p>3.6) Organisation de</p>	<p>- Nombre de personnes recrutées (H/F)</p> <p>- # de structures représentatives impliquées dans l'élaboration des documents</p> <p>- # nombres d'acteurs H/F prenant part à la cérémonie</p> <p>- # de participants aux consultations nationales</p> <p>- # d'entretiens individuels réalisés</p> <p>- Qualité et inclusivité du rapport</p> <p>- Nombre et représentativité é des participants aux ateliers de</p>	A	Idem	1 092 240 USD	L'intimidation des populations : les détracteurs du projet pourraient user de l'intimidation des populations lors de sa mise en œuvre et entraver ainsi l'expression de leur volonté.

(1) Résultats moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) Hypothèses et risques clés
Idem	Idem	Idem	Produit 4 : Le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer. Activités : 4.1) Organisation d'une cérémonie de remise du rapport de réflexion et une conférence de presse 4.2) Organisation de rencontres de restitution avec Institutions Républicaines, SNU, Corps diplomatique et OSC. 4.3) Edition et large diffusion du rapport des consultations 4.4) Impression du rapport résumé dans les principales langues nationales	validation	A déterminer, au début du projet	Idem	70 000 USD	L'innomination et la corruption des acteurs du projet ; les membres des équipes pourraient faire l'objet de menaces ou de corruption pour évaluer les conclusions des consultations. Sur ce dernier aspect, l'introduction de l'enquête de moralité dans la procédure de recrutement revêt une importance capitale.
Idem	Idem	Idem	Produit 5: Une étude de l'enseignement de l'histoire récente du pays et une proposition de projet pour soutenir le dialogue national et le débat sur l'histoire à travers l'éducation.	- Disponibilité du rapport d'étude validé ; - Document de projet disponible ; - Des acteurs clés participent		Agence d'exécution : -JUNICEF Institutions de mise en œuvre : -Ministère de l'enseignement supérieur	110 000 USD	

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs aux séances de validation	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
			Activités : 5.1) Conception d'une méthodologie et réalisation de l'étude 5.2) Elaboration de la proposition de projet 5.3) Organisation d'un atelier de validation et diffusion du rapport			-Ministère de l'enseignement pré universitaire -Haramattan Guinée -JNRAP -Cabinet de consultants		

Suivi et évaluation

Le suivi et évaluation du projet sera la responsabilité du comité de pilotage sous la supervision des agences de mise en œuvre chacune ainsi que des départements ministériels impliqués. Chaque partenaire se soumettra au plan de suivi en utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour ses activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire produira un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité, à travers les ministères concernés, de faciliter la mise en œuvre de toutes les activités du projet et aussi de faire le suivi sur terrain pour s'assurer de la réalisation effective par les partenaires de toutes les activités prévues.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec le Secrétariat Permanent du PBF-Guinée notamment le spécialiste de suivi-évaluation qui veillera à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

En définitive, le suivi et l'évaluation du projet seront faits à quatre niveaux :

- Par les Coprésidents pour le suivi régulier des activités ;
- Par le Comité de pilotage qui sera responsable pour le suivi régulier des activités, et pour la production du rapport final;
- Par le Comité technique regroupant la partie nationale et les représentants des différents partenaires appuyant le projet et qui seront responsables pour l'évaluation de l'impact du projet dans le cadre de la mise en œuvre du processus de vérité, de justice et de réconciliation en Guinée ainsi que ;
- Le Comité de pilotage du PBF en charge de la mise en œuvre du mémorandum d'engagements entre le Gouvernement et la communauté internationale.

COMPOSANTE 4 :

a) Les organismes et leur capacité :

Les agences d'exécution du projet sont choisies en fonction de leurs avantages comparatifs :

- Le PNUD a un avantage comparatif certain à cause de son expérience dans le pays et de ses capacités avérées en matière de renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles ainsi que de son expérience dans l'animation de cadre de dialogue. Son choix pour la mise en œuvre des outputs liés à ses compétences a été aussi déterminé par ses performances dans l'exécution du projet dans sa phase précédente.
- L'UNICEF, son choix est déterminé par son champ de compétence lié aux jeunes et au domaine scolaire, notamment sur les questions pédagogiques. Aussi, a été pris en compte son expérience dans le domaine communautaire et d'implication des jeunes, des enseignants et des chercheurs dans les processus de diagnostics communautaires. Mieux, l'UNICEF possède une expérience incontestable dans la gestion des cabinets d'études et de ce genre d'exercice. Les performances obtenues dans le cadre de la mise en œuvre de la précédente phase du Plan Prioritaire a été prise en compte dans l'analyse des avantages comparatifs.
- Le HCDH est agence leader, de par son mandat dédié aux questions relatives à l'état de droit et aux droits de l'homme. Le Gouvernement de la Guinée dans l'accord portant installation du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Guinée a également, conformément au leadership de l'institution sur les questions de justice transitionnelle au sein des Nations Unies, demandé à celle-ci de l'accompagner dans le processus de justice transitionnelle et de réconciliation nationale. Par ailleurs, les OSC partenaires ont été identifiées sur la base des expériences antérieures similaires. Ce sont entre autres : FIDH, OSIWA, Interpeace, Swisspeace, ICTJ, OGDH, CENAFOD, Folk Bernadette et Harmattan Guinée.

Quant aux institutions et départements ministériels impliqués, ils ont été identifiés en fonction de leur rôle dans le processus de restitution de la vérité et de gestion de la mémoire collective. Spécifiquement, il s'agit d'institutions et de départements dont les rôles et responsabilités sont liés aux activités de la réconciliation nationale. Ce sont le Conseil National de la Transition, le Conseil National de la Communication, le Conseil Économique et Social pour les institutions. En ce qui concerne les départements ministériels ce sont : le Ministère des droits de l'Homme et des Libertés Publiques, le ministre de la jeunesse, l'emploi des jeunes et des sports, le ministère de la culture et du patrimoine historique, le ministère de l'enseignement pré universitaire et l'éducation civique, le ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation, le Ministère délégué à la défense, le ministère de la sécurité, de la protection civile et de la réforme des services de sécurité

b) Dispositions de gestion de projet et de la coordination :

Le projet est constitué de deux composantes.

Le premier qui concerne le volet spécifique des consultations pour la proposition d'un document de méthodologie de réconciliation nationale, est exécuté conjointement par le PNUD et le HCDH sous la modalité directe (DEX) qui assureront respectivement les prérogatives suivantes :

- Le PNUD est récipiendaire des fonds ayant trait au recrutement du personnel et à l'acquisition des différents biens et services. Il en assurera la gestion et le décaissement desdits fonds nécessaires ainsi que le reporting au PBSO. Ces différentes opérations devront être réalisées en lien étroit avec les Coprésidents de la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale en fonction des besoins exprimés et conformément au plan de travail. Le HCDH apportera son appui technique au PNUD en vue du recrutement d'un personnel ayant une expertise avérée et confirmée dans le domaine des droits de l'homme, de la justice transitionnelle ainsi que des questions liées à un processus de réconciliation nationale.
- Le HCDH sera récipiendaire des fonds liés aux différentes activités de renforcement des capacités notamment la formation du personnel de la Commission, la mise en place des points focaux préfectoraux, le renforcement des capacités des membres du Gouvernement, des organisations de la société civile ainsi que des partis politiques. Il assurera la gestion desdits fonds ainsi que le reporting au PBSO. Sous le leadership des Coprésidents le HCDH accompagnera la CPRN dans l'élaboration et la finalisation d'un plan de travail opérationnel et assurera sa conformité avec les principes et standards internationaux en matière de justice transitionnelle.

Par ailleurs un **Comité de Coordination et de Suivi (CCS)** sera mis en place pour veiller au respect des orientations stratégiques du projet, et la conformité de son exécution dans les délais. Présidé par les deux Coprésidents de la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale, ce Comité sera composé de :

- Un Représentant du Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques,
- 1 Représentant de la Commission Droits de l'Homme et Réconciliation du CNT,
- deux représentants des Organisations de la Société Civile (Termes de référence précisant qu'il faut un homme et une femme),
- des Représentants résidents du HCDH, de l'UNICEF et du PNUD,
- de la Conseillère genre du Bureau du Coordonnateur Résident
- du Coordonnateur national du PBF.

Ce Comité se réunira une fois par mois à la demande des Coprésidents.

La seconde composante qui concerne l'étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée (de 1950 à nos jours) sera mise en œuvre sous la responsabilité de l'UNICEF. L'Unicef travaillera en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer l'appropriation et la réussite de ce projet. Le projet aura un double encrage : la Ministère de l'Enseignement supérieur et le Ministère de l'enseignement pré-universitaire.

Plus globalement, les différents départements ministériels impliqués dans le projet désigneront chacun un point focal du projet qui collaborera avec le Secrétariat Permanent du PBF et le groupe thématique réconciliation

nationale pour faciliter l'organisation des dialogues à différents niveaux et assurer les synergies nécessaires pour la mise en œuvre du projet.

Il faudra noter que le Secrétariat Permanent du PBF, le Groupe Thématique Réconciliation Nationale et le Ministère de l'enseignement pré universitaire ont la responsabilité de :

- 1) faciliter la mise en œuvre sur le terrain de toutes les activités du projet et ;
- 2) participer dans le processus de suivi et évaluation des toutes les activités y afférentes. ;

Enfin, les différentes acquisitions du projet des consultations nationales seront rétrocédées au bénéfice des mécanismes qui seront adoptés conformément aux recommandations issues des consultations nationales selon les procédures standard en vigueur.

c) Dispositions administratives (paragraphes standardisés - ne pas retirer)

Le projet bénéficiera de l'appui technique du MTPF et du PBSO en matière d'appui conseil, de mise en relation, de formation et de facilitation d'échanges SUD-SUD.

Le Comité de Pilotage du Fonds de consolidation de la paix est responsable pour l'orientation et le suivi du Secrétariat. Les rapports réguliers seront fournis au président et au vice président semestriellement, un rapport d'état d'avancement sera présenté au Comité de pilotage.

Ce projet observe le mode de gestion et de fonctionnement du Fonds mise en place. Les fonds seront gérés par le PNUD et suivis par ce dernier du point de vue administratif. Les rapports financiers et narratifs annuels et à la fin du projet seront soumis par des comptes rendus réguliers, présentés au Comité de Gestion du PNUD pour information, suivi et prise des décisions

Le Bureau du MPTF sert d'Agent administratif (AA) du PBF et est responsable de la réception des contributions des bailleurs de fonds, le transfert de fonds aux organisations bénéficiaires des Nations Unies, la consolidation des rapports narratifs et financiers et la présentation de celles-ci à l'PBSO et les bailleurs de fonds PBF. Comme Agent administratif du PBF, le Bureau MPTF transfère des fonds aux agences récipiendaires (RUNOS) sur la base du protocole d'accord signé entre chaque RUNO et le Bureau MPTF.

Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens

La propriété des équipements, fournitures et autres biens financés par le PBF est dévolue à l'agence responsable des activités. Les questions relatives au transfert de propriété par le RUNO doivent être déterminées conformément à ses propres politiques et procédures applicables.

L'agent administratif du PBSO fera en sorte que les opérations de la PBF soient rendues publiques sur le site PBF (<http://unpbf.org>) et le site Web de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

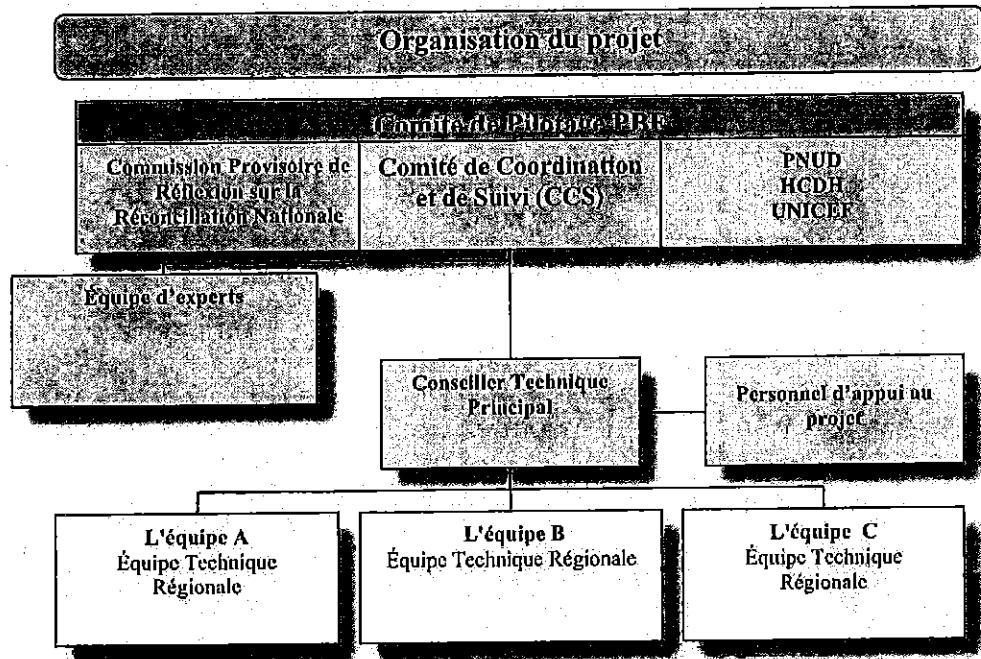
Composante 5: Annexes

Annexe A: Cartographie des bailleurs de fonds en consolidation de la paix résultat stratégique Analyse (Voir Document du Plan Prioritaire Page 20 à 22)

Annexe B: Cartographie des organismes bénéficiaires de l'ONU (voir document du Plan Prioritaire page 22 à 23)

Annexe C :

Organigramme suggéré à être utilisé pour le Comité de Pilotage du Projet conjoint ou le Conseil du projet.



ANNEXE D

TABLEAU DES OBJECTIFS DES INDICATEURS résultat et de réalisation du cadre de résultats

	Performance Indicators	Les lignes de base des indicateurs	Cibles des indicateurs prévus	Des objectifs réellement atteints
résultat 1 <i>L'environnement sociopolitique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national</i>	Indicateur La stratégie de réconciliation nationale y inclus la structure en charge de la Réconciliation nationale est propose au chef de L'État par la CPRN	NA	Un document de stratégie est remis au chef de l'État	
Produit 1 : La Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillé en matière de connaissances, capacités, infrastructures de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur les mécanismes facilitant la réconciliation nationale	Indicateur 1.1.1 -Existence d'un siège pour le CPRN	NA	Un siège disponible	
	Indicateur 1.1.2 - Nombre de personnes recrutées et opérationnelles -Nombre de séminaires organisé	NA Trois (03) sessions formations organisées	5 personnels recrutés 12 formations organisées	
Produit 2 Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé	- Nombre de structures représentatives impliquées	10 ONGs	30 Structures	
	- Nombre de réunions organisées - Nombre de régions militaires Couvertes	2 ND	15 réunions 4 régions militaires	
Produit 3 Les avis de la	Indicateur 1.2.1 Nombre de personnes recrutées (H/F)	ND	40 Personnes recrutées	

population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis, et traités	- # de structures représentatives impliquées dans l'élaboration des documents	ND	centaine d'organisation sur tout le territoire national	
	Indicateur 1.2.2 - # de participant aux consultations nationales par niveau et par entité - # de personnes touchées par la campagne de communication	NA NA	80% parmi des populations ciblées 60% de la population nationale	
Produit 4 Le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer	Indicateur 2.1.1 - Disponibilité du rapport de réflexion - # d'organisations de presse mobilisées - # de participant à la conférence de presse	NA NA NA	Un rapport disponible Une dizaine d'organisation 100 personnes	
	Indicateur 2.1.2 - Nombre de médias nationaux et internationaux mobilisés - # d'organisation de la société civile mobilisée	NA NA	25 médias 30 réseaux OSC mobilisés	
Produit 5 Une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle ainsi que de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée	Indicateur 2.2.1 TDRs validés Disponibilité du rapport d'étude validé ;	NA	Un tdr disponible Un rapport approuvé	
	Indicateur 2.2.2 - Document de projet adopté # de participants aux séances de validation	NA NA	Un document de projet adopté 70 Personnes	

**PEACEBUILDING FUND
ANNEX I
PROJECT SUMMARY PART ONE**

Recipient UN Organization:	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)			
Implementing Partner(s):	Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques Ministère de l'Administration Territoriale Ministère de la Sécurité, la Protection Civile et de la Réforme des Services de Sécurité Ministère délégué à la Défense Nationale Ministère de l'Enseignement pré universitaire et de l'éducation civique ; Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ; Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Promotion féminine Institut national de recherche et d'action pédagogique (INRAP) ; Harmattan guinée			
Project Number:	PBF/			
Title:	Appui aux Consultations Nationales sur le processus et les mécanismes de Réconciliation Nationale en Guinée (CoNARGui)			
Location:	République de Guinée			
Approved Project Budget:	2, 306,171 USD			
Duration:	8 mois			
SC Approval Date:	05/04/13	Start:	06/13	Completion: 01/14
Project Description:	<p>Ce projet va appuyer la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale à conduire les consultations nationales sur le processus et les mécanismes de réconciliation nationale. A cet égard, le projet contribuera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au processus d'écoute des populations guinéennes pour recueillir leurs avis sur la manière de conduire la réconciliation nationale et les mécanismes les mieux appropriés ; - A l'élaboration d'un rapport sur les consultations et d'un programme national indiquant la stratégie et les activités à mettre en œuvre pour une réconciliation nationale effective. <p>Il vise également à réaliser une étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée (Post coloniale) dans les écoles guinéennes et la manière dont elle est diffusée et partagée dans le secteur non formel, mais aussi à travers d'autres canaux : les journaux, la télévision, les romans, le folklore et l'histoire orale, et à faire des recommandations sur le rôle de l'enseignement de l'histoire dans la réconciliation nationale.</p> <p>Les consultations et l'étude diagnostique s'effectueront selon une approche holistique qui prendra en compte l'ensemble des acteurs de la société guinéenne avec un accent particulier sur le respect des disparités hommes et femmes.</p>			
PBF Priority Area:	Réconciliation nationale			
PBF Outcome:	<p><u>Le projet des consultations nationales en appui au processus de réconciliation vise la réalisation de cinq produits majeurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructure de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale ; ✓ les différents cadres de consultation sont mis en place et un 			

	<p>environnement favorable aux consultations est créé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis et traités ✓ le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer ✓ une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle et de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée
--	---

<p>Key Project Activities:</p>	<p><u>Les différentes activités programmées dans le cadre du projet en lien avec les produits ci-dessus mentionnés se présentent de la manière suivante :</u></p> <p><u>Produit 1 : La Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructure de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de séminaires d'information et de formation des Coprésidents, des membres de la commission, et du secrétariat y compris sur la prise en compte du genre dans les mécanismes de justice transitionnelle; - Atelier de renforcement des capacités du personnel de la CPRN. <p><u>Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration et validation d'une méthodologie et d'un guide opérationnel des consultations nationales, sur la base des rencontres et séminaires en s'appuyant sur l'expérience d'autres Pays ; - Élaboration et validation d'une stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales - Création d'un cadre de rencontres d'information avec les médias ; - Création d'un cadre d'échanges avec les organisations de la société civile ; - Organisation d'un séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale ; - Organisation de rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de défense et de sécurité ainsi que d'autres acteurs ; - Organisation de 8 séminaires régionaux pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile ; <p><u>Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis, et traités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement et opérationnalisation de 8 équipes régionales et de 33 points focaux préfectoraux chargés de la conduite des consultations (sous la responsabilité de la Commission Provisoire de Réflexion) en veillant à l'équité genre dans sa composition et une sensibilisation des équipes aux questions de prise en compte du genre ; - Mise en œuvre d'une stratégie et d'un guide opérationnel des consultations nationales ; - Mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation, communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales ; - Organisation d'une cérémonie officielle de lancement des consultations nationales ; - Conduire les consultations nationales au niveau national et local : Organiser et animer des consultations préfectorales inclusives suivant les méthodes quantitatives et qualitatives (y compris à Conakry) ; - Fournir une assistance aux organisations féminines pour identifier les
---------------------------------------	---

	<p>priorités communes et les besoins spécifiques des femmes devant être prise en compte dans les futurs mécanismes de justice transitionnelle et de réconciliation nationale dans le cadre de leur préparation aux consultations nationales ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduire les consultations nationales au niveau international via les approches qualitative et quantitative; - Conduire des consultations avec les experts en matière de justice de transition, de réconciliation nationale et genre ; - Organisation des rencontres de validation des conclusions et recommandations des consultations nationales ; - Rédaction et validation du rapport final. <p>Produit 4: Le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une cérémonie officielle de remise du rapport; - Organisation d'une conférence de presse (médias nationaux et internationaux) et émissions radios pour l'appropriation du rapport; - Organisation de rencontres de restitution avec divers acteurs (Institutions Républicaines, SNU, Corps diplomatique et OSC) ; - Assurer une édition et une large diffusion du rapport des consultations ; Production du rapport dans les principales langues nationales. <p>Produit 5: Une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle et de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée. Une évaluation de la façon dont : i) l'histoire post coloniale du pays est enseignée et générée dans l'éducation formelle, informelle et non formelle; ii) les enfants et les adolescents conservent et reproduisent ces récits, et iii) leur impact sur l'identité individuelle et de groupe ainsi que sur le comportement chez les enfants et les adolescents; et</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une proposition de projet pour soutenir le dialogue national et le débat sur l'histoire à travers l'éducation non-formelle et formelle, favorisant l'émergence d'identités et de comportements pacifiques chez les enfants et les adolescents.
Procurement:	Plan d'achat à réaliser dans le plan de mise en œuvre